

Introduction

2020 est une nouvelle année de crise pour une France confrontée à la pandémie mondiale COVID-19. La France commémore aussi la naissance et la mort du général de Gaulle (1880-1970), son action énergique comme homme de guerre à Montcornet, son engagement pour une France forte, souveraine et respectée, sans oublier le 75^e anniversaire de la victoire sur le nazisme à laquelle le général de Gaulle a largement contribué (Cf. [Mon billet du 18 juin 2020](#)).

Certes, dans une époque de doutes et d'incertitudes, il est bien de se rappeler un homme illustre qui a su montrer la voie de la souveraineté nationale à travers ses engagements militaires et politiques comme à travers sa détermination et sa volonté à lutter contre les totalitarismes.

Finalement, il est un militaire qui rassure car il ne peut émerger qu'en temps de guerre sinon en temps de crise... et surtout pas en temps de paix. Son exemplarité dans la pensée et l'action est largement récupérée aujourd'hui. Tous, ou presque, partis ou individus qui l'ont décrié dans le passé, s'y réfèrent désormais.

Pourtant, 2020 efface le souvenir de bien d'autres événements qui ne sont pas commémorés car ils montrent nos échecs comme en 1870 ou en 1940. Compte tenu de notre monde connecté et sensible à toute émotion, même l'embuscade d'Uzbin en 2008 en Afghanistan répond, certes à une autre échelle, à l'échec qui conduit aux réformes, aux changements. La pandémie COVID-19 nous replonge enfin dans cette impréparation bien française aux guerres et aux crises, aux incompétences, aux indécisions mais aussi, heureusement, à cette capacité des Français à réagir et à faire face d'une manière autonome.

Replongeons-nous donc dans l'histoire et notamment dans l'été 1870. Ce 28 juillet, il y a 150 ans, Napoléon III se rend Saint-Cloud par voie ferrée dans l'est de la France pour prendre le commandement des troupes. Le 14 juillet, la mobilisation a été proclamée mais Napoléon III est pessimiste. Il pressent un avenir peu encourageant et il ne se trompe pas. Les conséquences seront terribles ou majeures : lourdes défaites en août, chute du Second empire et avènement de la III^e République le 4 septembre, le roi Guillaume 1^{er} de Prusse proclamé empereur d'Allemagne le 18 janvier 1871 dans la grande galerie du château de Versailles, armistice franco-allemand le 28 janvier 1871 et occupation allemande, traité de paix de Francfort du 10 mai 1871 qui démembré partiellement la France avec la perte de l'Alsace et de la Lorraine, suscitant l'exode des populations qui ne veulent pas être allemandes, la Commune (18 mars 1871 - 28 mai 1871).

Cet article vise donc à répondre à ces questions permanentes : pourquoi la France et les Français sont-ils toujours prêts à répondre à la crise d'avant ? Pourquoi les retours d'expérience finissent par être oubliés, certes bien souvent pour des raisons comptables mais aussi par dilettantisme et absence de rigueur comme la pandémie COVID-19 nous l'a à nouveau démontré ? Comprendre ce conflit de 1870 et la défaite à travers les témoignages et les mémoires de ceux ont vécu cette guerre, comprendre cette constante française d'une France qui n'est jamais prête mais croit l'être tout en donnant des leçons au reste du Monde,

situation qui se répète en 1914, en 1940... semblent tout aussi importants en 2020.

Rappeler le contexte international précédant la guerre de 1870 soulignera la faiblesse inhérente des dirigeants français et de notre société. La guerre elle-même montrera à travers les témoignages de l'époque cette triste répétition du manque de préparation politico-militaire et des réformes identifiées, non menées à bien et finalement réalisées après la défaite. Les enseignements dans la durée tout comme la place de l'histoire-bataille pour comprendre les conflits et les crises concluront cette réflexion.

1) Réunifier les États allemands sous son autorité : la vision stratégique de la Prusse

L'élément marquant est la montée en puissance de la Prusse avec l'arrivée au pouvoir de Bismarck en 1862. Sa politique étrangère agressive pour réunifier les États allemands est favorisée, mais pas d'une manière suffisante, par la victoire de Sadowa du 3 juillet 1866 sur l'Autriche. La rupture de l'équilibre des puissances européennes est engagée au profit de la Prusse alors que l'empire français est à la recherche d'un second souffle aussi bien en politique intérieure qu'en politique étrangère.

La montée en puissance des ambitions prussiennes

L'affrontement entre la France et l'Allemagne couve en fait depuis l'arrivée au pouvoir du Chancelier Bismarck (1815-1890) appelé comme ministre des affaires étrangères. A ses convictions bellicistes, il bénéficie de nombre d'opportunités dues aux erreurs notamment de Napoléon III pour faire valoir sa politique alors que la famille royale de Prusse n'envisage que peu les conflits armés. Dans la suite logique du nationalisme né des défaites prussiennes à Iéna et Auerstaedt en 1806, le pangermanisme se développe tout au long du XIX^e siècle. La Prusse veut rassembler sous son autorité tous les Allemands en Europe. Elle a donc pour objectif premier de neutraliser son rival qui est l'empire austro-hongrois.

Un jeu diplomatique complexe s'associe à une forte propagande nationaliste et est soutenu par les intérêts financiers prussiens. La puissance économique de la Prusse s'affirme en effet dans les milieux d'affaires des divers États allemands, neutralisant aussi les oppositions politiques internes à sa mainmise (Cf. « ***Histoire des relations internationales*** », Pierre Renouvin, Éditions Hachette, 1994, chapitre XVIII). Entraînant l'armée prussienne, des campagnes militaires successives d'abord contre le Danemark puis contre l'Autriche préparent alors l'affrontement inéluctable entre la France et la Prusse.

En 1864, les duchés du Schleswig et du Holstein appartenant au Danemark mais comprenant une population allemande sont conquis par la confédération germanique associant principalement la Prusse, dans son premier engagement militaire depuis Napoléon 1^{er}, et l'Autriche, 59 000 hommes contre 35 000 Danois. La Prusse et l'Autriche se répartissent les

deux duchés (traité de Prague d'octobre 1864). La Prusse voulant imposer un accord militaire notamment pour obtenir le port de Kiel sur la Baltique entraîne l'opposition de l'Autriche. L'affrontement diplomatique des deux Etats à travers la Diète allemande aboutit à la rupture le 14 juin 1866.

Les grandes puissances européennes restent particulièrement passives et laissent faire la Prusse notamment dans son emprise sur les duchés danois. De fait, un autre sujet de préoccupation est aussi apparu : la révolte de la Pologne russe le 22 janvier 1863. Alors qu'après la guerre de Crimée, les relations franco-russes s'étaient réchauffées, Napoléon III soutient la révolte au nom du principe des nationalités et prône l'autonomie de la Pologne sinon son indépendance, éventuellement en menaçant de déclarer la guerre à la Russie. Une partie de l'opinion publique française notamment catholique, le soutient.

La Russie qui devait être une puissance de revers se rapproche alors de la Prusse. Le Royaume-Uni pour sa part ne veut pas d'un nouvel Etat catholique en Europe tout en s'opposant à l'influence prussienne sur la Baltique. Enfin, l'Italie, nouvel Etat créé le 17 mars 1861 grâce à la France et après avoir obtenu sa neutralité et sa protection future contre la Prusse, s'allie à celle-ci en avril 1866 pour reconquérir la Vénétie. L'Autriche-Hongrie devra combattre sur deux fronts, l'un en Allemagne (Hesse et Hanovre), l'autre en Italie. La guerre est déclarée le 14 juin 1866.

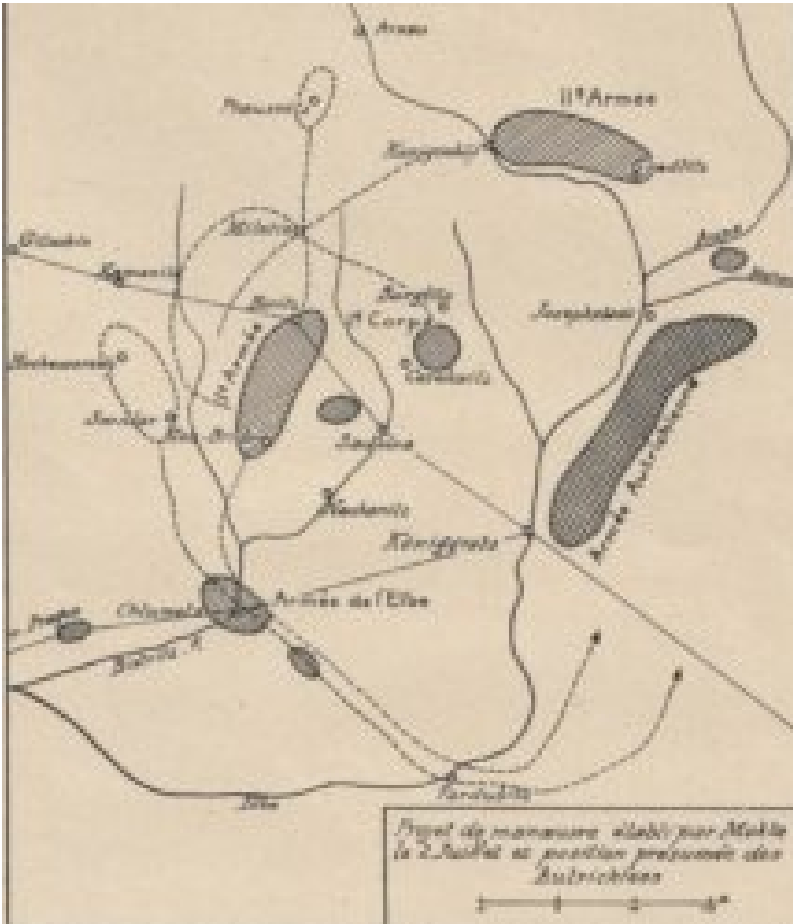
Le coup de tonnerre de Sadowa

Malgré toutes les prévisions, cette guerre s'avère courte. L'empereur Napoléon III pour sa part croyait à la victoire de l'armée prussienne qu'il avait étudiée dans sa prison de Ham et pour laquelle il avait une grande admiration. En revanche le général Devaux qui commanda la cavalerie de la Garde impériale, revenant d'Autriche affirmait que l'armée autrichienne était prête et enthousiaste à la différence de 1859. Ceci conduisit Napoléon III à négocier certes sans succès avec l'Autriche le retour de la Vénétie à l'Italie afin d'éviter un second front qui aurait dispersé les forces autrichiennes. Le 15 juin, l'ouverture des hostilités est annoncée.

La Prusse engage 265 000 en trois armées, avec près de 900 pièces d'artillerie dont deux tiers inventées et produites par Krupp sont à canon rayé, en acier et se chargent par la culasse. Les 4/5 des forces furent transportées par voies ferrées dès le 16 mai. Le fusil allemand se charge par la culasse. Les Autrichiens et leurs alliés saxons opposent 250 000 hommes et près de 800 pièces se chargeant uniquement par la bouche tout comme leurs fusils. L'instruction militaire est sommaire. En Italie, l'enthousiasme est à son comble puisqu'on allait se battre contre l'Autriche. On annonce 200 000 combattants de première ligne avec de nombreux volontaires.

Comme le rappelle le maréchal Canrobert (Cf. « ***Le Maréchal Canrobert, mémoire d'un siècle*** », **Germain Bapst, Tome IV, 1908**). A noter que Germain Bapst est le fils du dernier joaillier de la couronne qui a réalisé une partie des bijoux de la famille impériale. On peut admirer ce magnifique travail dans la galerie d'Apollon du Louvre), cette armée trop récente et donc peu formée ne pouvait réellement présenter un danger pour l'Autriche. Le 24 juin 1866, l'armée italienne est battue à Custozza, le jour anniversaire de Solférino. Les 78 000 Autrichiens en Italie avaient bousculé l'ensemble des forces italiennes

Prussiens et Autrichiens restent seuls sur le terrain Or, le renseignement prussien a été efficace puisque les plans autrichiens étaient connus de la Prusse dès le 11 juin (Cf. « **Le Maréchal Canrobert, mémoire d'un siècle** », op. Cit., P42). Le 3 juillet, l'armée autrichienne est battue à Sadowa (Cf. « **Stratégie** », Liddell Hart, Éditions Perrin, 1998, P 218 La bataille de Sadowa).



Croquis de la bataille de Sadowa
cours d'histoire militaire de l'école d'état-major (1959)

Pour sa part, la France est restée d'une « neutralité attentive ». Comme toujours, le déploiement d'une force armée française sur le Rhin évoqué sous le terme de « *médiation armée* », aurait pu faire pression sur la Prusse et soulager l'armée autrichienne. En effet, il est constaté par les officiers français du renseignement qu'il n'y a aucune troupe de l'autre rive du Rhin. Les casernes et les magasins sont vides, le matériel d'artillerie transporté. La rumeur disant qu'il y avait un corps d'armée à Düsseldorf se révèle fausse. Il n'y a que deux régiments « *valorisés* » par une action d'intoxication prussienne au moyen de multiples mouvements de troupes montant et descendant des trains. La « *médiation armée* » française décidée le 5 juillet 1866, est annulée le 7 et se transforme en une « *médiation pacifique* », ne prenant finalement pas la menace prussienne bien au sérieux. Comme l'histoire se répète, ce manque de volonté

française réapparaîtra ultérieurement contribuant par exemple à la défaite de 1940 dans les années qui l'ont précédée.

La Prusse peut réaliser désormais cette unité des Etats allemands sous son autorité. Dès avril 1867, le *Zollverein* vise à créer une dépendance économique des Etats allemands autour de la Prusse mais une partie de ceux-ci s'opposent encore à la volonté prussienne notamment en février 1870. Il faut provoquer cette unité, y compris par une guerre.

La France aurait dû pourtant se méfier. Dès 1865, le maréchal Canrobert en avait déjà conclu que la France devrait prendre parti notamment suite aux tensions entre l'Autriche et la Prusse. Après Sadowa, Bismarck est à Paris pour l'exposition universelle de 1867 et s'entretient avec le maréchal Canrobert. Il lui tient ces propos : « *Les peuples parlant la même langue ayant la même origine doivent appartenir au même pays* » et le maréchal pensait en l'écoutant que « *Nous avons aussi sur la rive gauche du Rhin une province dont les idées étaient françaises mais dont la langue ne l'était pas* », confirmant la perception de la menace à laquelle Napoléon III essayait pourtant de répondre.

Le second empire napoléonien à la recherche d'un nouveau souffle

En politique étrangère, la France est en guerre depuis l'arrivée au pouvoir de Napoléon III et l'avènement du second empire : Italie à plusieurs reprises (1849, rétablissement par la France de l'autorité du pape le 1^{er} avril 1849 à Rome avec un corps expéditionnaire commandé par le général Victor Oudinot, fils aîné du maréchal du 1^{er} empire ; campagne d'Italie en 1859 contre l'Autriche en vue de créer l'unité italienne ; protection des Etats pontificaux en 1867 contre Garibaldi et les ambitions de Victor-Emmanuel, roi d'Italie), guerre de Crimée contre la Russie (1853-1856), campagne de Chine et de Cochinchine de 1859 à 1861 (Cf. [Mon billet du 16 mars 2014 « Témoignages de soldats et transmission de l'engagement »](#) dans sa partie « *Campagne de Chine et de Cochinchine* »), Guerre du Mexique (1861-1867).

Enfin, l'influence grandissante de l'impératrice Eugénie est à noter. L'empereur vieillissant et malade est entouré par un entourage tout aussi vieillissant. De fait, elle prend une part certaine aux relations internationales. Elle s'entretient avec les ambassadeurs étrangers comme en février 1863 avec l'ambassadeur autrichien. Elle évoque avec lui un changement politique possible avec la création d'une Pologne autonome et une recomposition de l'Europe issue de 1815, ce qui est par ailleurs un objectif de Bismarck. La Russie en sera fortement marquée et le montrera en 1870 en ne soutenant pas la France. L'impératrice Eugénie sera écartée du conseil des ministres dans le gouvernement Ollivier du 2 janvier 1870.

En politique intérieure, la France est soumise à des instabilités qui paraissent d'actualité en 2020 sur bien des points. Elle assiste à une montée en puissance des républicains classés bien à gauche. Pourtant, la France dans son ensemble n'est pas contre l'empire qui est sans doute autoritaire mais aussi libéral. Le parlementarisme s'installe peu à peu. La politique générale du gouvernement est discutée depuis 1860 par les assemblées parlementaires à chaque début de session. Les ministres viennent répondre aux questions des parlementaires. Les débats sont rendus publics à travers leurs publications. Le contrôle budgétaire est institué en 1861.

La décentralisation, mot apparu en 1829, est voulue par Napoléon III qui s'oppose dans un discours de 1858 à la centralisation. Il veut donner plus de pouvoirs aux conseils généraux et, en 1865, évoque l'accroissement des attributions des conseils municipaux. Certes, cette décentralisation s'appuie sur des revendications qui, aujourd'hui, pourraient paraître surprenantes puisqu'elles sont acquises : l'opposition demande l'élection des maires par les conseils municipaux et non leur désignation. Jules Ferry, Guizot, Falloux pour ne citer que les têtes de liste des principaux partis y sont favorables.

Cependant, de nouvelles libertés apparaissent dans les trois années précédant la guerre de 1870 : liberté de la presse avec la fin de l'autorisation préalable (11 mai 1868). La presse peut désormais critiquer le gouvernement. De nombreux journaux sont créés dont par exemple « *Le Rappel* » à tendance « *radicale-républicaine* » le 4 mai 1869 par deux fils de Victor Hugo et notamment Henri Rochefort. Les réunions publiques non politiques sont autorisées (1868). De nouveaux tribuns réapparaissent comme Thiers ou apparaissent comme Gambetta. Les libertés permettent la critique de l'empire mais préparent aussi sa destruction si un événement propice surgit.

Pourtant les élections législatives du 23 et 24 mai 1869 confortent l'empire. Sur 292 députés, 216 sont partisans de l'empire bien que les premiers recueillent 4 500 000 voix et les seconds 3 355 000. L'abstention est forte avec un cinquième des électeurs. Le programme républicain dit de Belleville, a été rédigé à partir de « *cahiers de doléances* » et est porté par Gambetta (Cf. « ***Histoire de France, La révolution inachevée 1815-1870*** », Éditions Belin, 2010, volume X). De nombreuses réformes sont demandées avec l'extension des libertés déjà accordées et une évolution vers un régime démocratique avec initialement la séparation de l'église et de l'Etat, la suppression des armées permanentes... Finalement, les campagnes donnent la victoire au camp impérial.

Napoléon III tire les enseignements de la montée des Républicains et lance une libéralisation du régime à compter de décembre 1869 avec un changement de constitution. Cela n'empêche pas de nombreuses grèves contre les patrons sans remettre en cause par ailleurs Napoléon III. Ainsi, le plébiscite du 8 mai 1870 valide les réformes libérales opérées dans la constitution depuis 1860 et ratifie le changement du statut du Sénat avec 7 350 000 « *oui* » contre 1 538 000 « *non* », sauf à Paris et les « *Bouches du Rhône* » où le « *non* » l'emporte.

Finalement, cette période précédant la guerre de 1870 a bien des points communs avec celle qui a précédé la pandémie de 2020 : révolte des Gilets Jaunes, grèves multiples, des partis traditionnels en perte de vitesse, des partis extrêmes, des libertés nouvelles revendiquées des Français mais, pour une partie d'entre eux se sentant peu concernés par les rendez-vous politiques, un pouvoir exécutif contesté partiellement.

.*.

A la veille de la guerre de 1870, la Prusse est prête à faire la guerre. La France ne l'est pas, victime de ses conservatismes et sans doute d'une grande arrogance. Napoléon III a tenté sans succès d'éviter la guerre et de remédier aux lacunes militaires. Ces échecs montent curieusement à travers la lecture des mémoires des témoins de l'époque que l'Empereur était loin d'avoir tous les pouvoirs de son oncle, sinon même de disposer du même esprit de

décision. La défaite de 1870 et le choix des hommes par l'Empereur pour conduire la guerre en seront les témoignages terribles.

.*.

Fin de la première partie